

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1 5</p> <p style="text-align: center;">CONVENTION D'ELIMINATION DES DONNEES NUMERIQUES DANS LE CADRE DES ARCHIVES - "CONTRAT D'ELIMINATION DES ARCHIVES NUMERIQUES" - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1 5

BUREAU DU 11 janvier 2022

**OBJET : CONVENTION D'ELIMINATION DES DONNEES
NUMERIQUES DANS LE CADRE DES ARCHIVES
- "CONTRAT D'ELIMINATION DES ARCHIVES
NUMERIQUES" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Livre II du Code du Patrimoine relatif aux archives,

VU le Code Pénal et notamment les articles 226-13, 432-15 et 432-16,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les instructions DPACI/RES/2009/016 du 21 juillet 2009 et DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014,

CONSIDERANT que les archives répondent aux enjeux de transparence de la vie publique, de transmission des savoirs, de protection des droits des individus, de reconnaissance des identités et de fonctionnement des institutions,

CONSIDERANT que la Métropole s'est dotée en 2020 d'un service « Archives et Documents d'Activités » traduisant la volonté d'appréhender les archives dans toutes leurs composantes,

CONSIDERANT que la fonction archivistique a ainsi été structurée en un service constitué reconnu au niveau des Archives de France,

CONSIDERANT que la Métropole s'est dotée d'un Projet Scientifique et Technique dans lequel il est défini des axes d'amélioration dans la gestion des documents nativement numériques,

CONSIDERANT que les documents numériques sont des archives publiques, au même titre que les documents papier et suivent donc les mêmes réglementations,

CONSIDERANT que la destruction d'archives publiques ne peut avoir lieu sans le visa du Directeur des Archives Départementales, délivré au titre du contrôle scientifique et technique de l'État,

CONSIDERANT que certains documents, nativement numériques, peuvent avoir des spécificités et doivent pouvoir être détruits de façon automatique,

CONSIDERANT qu'il convient de définir, dans le respect des règles d'élimination, les conditions de destruction automatique de ces documents nativement numériques,

CONSIDERANT que ces conditions sont spécifiées dans le « contrat d'élimination des archives numériques » joint à la présente décision,

CONSIDERANT que ce contrat définit les engagements et responsabilités de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et du Directeur du Service Départemental des Archives du Var afin d'assurer l'élimination des archives numériques produites par la Métropole dans le cadre de son système d'information,

CONSIDERANT que ce contrat d'élimination concerne des typologies de données et documents nativement numériques variées qui pourront évoluer au fur et à mesure des vagues de dématérialisation. Les typologies concernées par le présent contrat sont listées en annexe. Cette liste annexée pourra évoluer par avenant au présent contrat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention dénommée « Contrat d'élimination des archives numériques ».

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

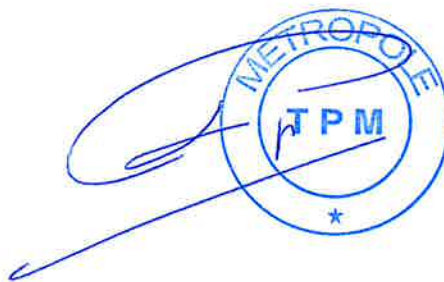
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

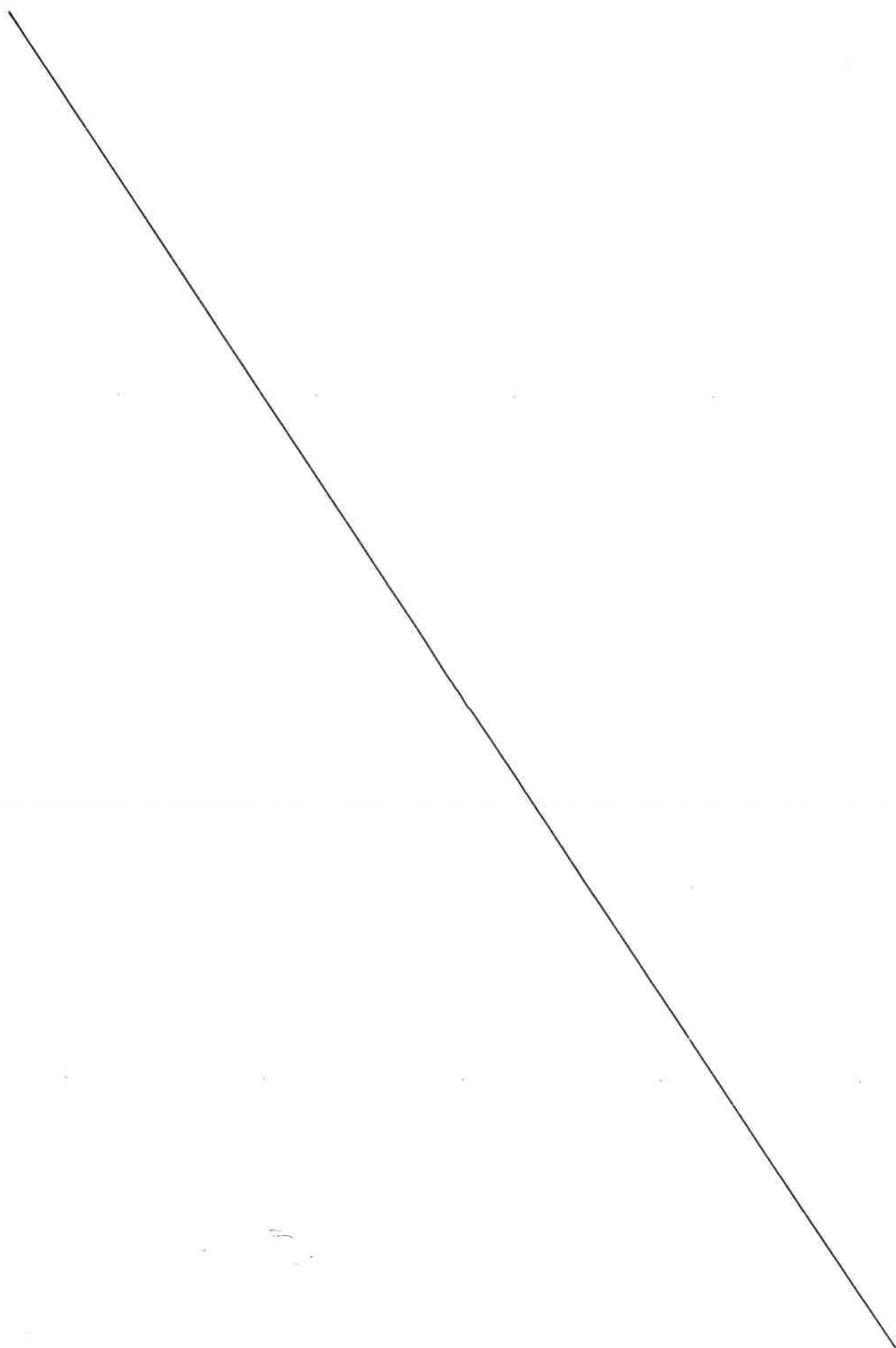
Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR : 14
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0





CONTRAT D'ÉLIMINATION des ARCHIVES NUMÉRIQUES

Entre :

**Le Préfet du Var
et**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

Convention d'élimination des archives numériques

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité par délibération du n° en date du 2022, désignée dans la présente convention « la Métropole »

D'UNE PART,

Et :

Le préfet du Var, représenté par le directeur du service départemental des Archives du Var en exercice, Monsieur Romain JOULIA, dûment habilité par une délégation de signature en date du 12 août 2021,

D'AUTRE PART,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le besoin d'archives touche aux questions relatives à la transparence de la vie publique, à la transmission des savoirs, à la protection des droits des individus, et à la reconnaissance des identités et du fonctionnement des institutions.

Pour répondre à ces besoins, l'État a codifié les archives dans plusieurs références législatives et réglementaires dont les principales sont les suivantes :

- Code du patrimoine, Livre II : archives
- Code général des collectivités territoriales, article L 1421-1 à L 1421-3, article L 2321-2, article D 1421-1 à D 1421-3
- Code pénal : articles 226-13, 432-15 et 16
- Instruction DPACI/RES/2009/016 du 21 juillet 2009 et instruction DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014

Dans le respect de ces références réglementaires, certaines archives doivent être éliminées selon des règles bien précises. En effet toute élimination d'archives publiques est interdite sans le visa préalable du directeur des Archives départementales, délivré au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat (code du Patrimoine, articles R212-14 et -51).

Le non-respect de ces dispositions est sanctionné par l'article qui dispose que : « *Sans préjudice de l'application des articles 322-2, 432-15, 432-16 et 433-4 du code pénal, le fait, pour une personne détentrice d'archives publiques en raison de ses fonctions, de détourner ou soustraire tout ou partie de ces archives ou de les détruire sans accord préalable de l'administration des archives est puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. Est puni des mêmes peines le fait, pour une personne détentrice d'archives publiques en raison de ses fonctions, d'avoir laissé*

détruire, détourner ou soustraire tout ou partie de ces archives sans accord préalable de l'administration des archives. Lorsque les faits prévus aux premier et deuxième alinéas sont commis par négligence dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3 du code pénal, les peines sont d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. La tentative des délits prévus au premier alinéa et le fait, pour la personne visée au deuxième alinéa, d'avoir laissé commettre une telle tentative sont punis des mêmes peines. »

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet du présent contrat

Afin de prendre en compte les spécificités des données numériques et, dans le respect des règles d'élimination, le présent contrat d'élimination a pour objet de traiter les archives publiques de la Métropole dont le sort final est la destruction et dont les durées d'utilité administrative (DUA) sont assez courtes.

Ainsi le présent contrat d'élimination vise à définir les engagements et responsabilités de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et du directeur du service départemental des Archives du Var afin d'assurer l'élimination des archives numériques produites par la Métropole dans le cadre de son système d'information (SI).

Article 2 – Définition des intervenants et de leur responsabilité juridique

2.1 Le service producteur : la Métropole Toulon Provence Méditerranée

2.1.1 Présentation

C'est la loi sur le Statut de Paris et l'Aménagement Métropolitain, promulguée le 28 février 2017, qui, en modifiant les conditions d'éligibilité au statut de métropole, a permis à la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée d'évoluer en métropole. Dès le 30 mars 2017, le conseil communautaire de TPM a délibéré en faveur d'une transformation en métropole, au 1er janvier 2018.

Entre avril et juillet 2017, les 12 communes de la communauté d'agglomération ont toutes exprimé, par délibération de leur conseil municipal, leur volonté de transformer la communauté d'agglomération en métropole. Cette unanimité témoigne d'une intention commune de poursuivre le développement harmonieux et concerté du territoire, et de s'engager ensemble vers une intégration communautaire renforcée.

Pour cette transformation en Métropole, TPM conserve le même périmètre géographique, constitué des douze communes membres actuelles : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Hyères, Ollioules, Le Pradet, Le Revest-les-Eaux, Saint-Mandrier-sur-Mer, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, Toulon et La Valette-du-Var.

TPM a donc rejoint, le 1er janvier 2018, le cercle des 22 métropoles françaises. Forte de plus de 437 000 habitants, TPM est devenue la 14ème métropole de France en termes de population.

2.1.2 Responsabilité juridique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les archives qu'elle produit

Conformément à l'article L. 212-4 du Code du patrimoine, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est responsable de la gestion et de la conservation des archives qu'elle produit jusqu'à la fin de leur durée d'utilité administrative. À ce titre, elle est responsable de l'effacement des données et documents numériques après la fin de leur durée d'utilité administrative dès lors que le sort final est la destruction et après accord préalable du directeur du service départemental des Archives du Var au titre du contrôle scientifique et technique de l'État (article L. 212.10 du Code du patrimoine).

2.2 L'autorité de contrôle : le directeur du service départemental des Archives du Var

La personne en charge du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques dans le département du Var est le directeur du service départemental des Archives, bénéficiaire d'une délégation de signature du préfet. À ce titre, il a en charge la validation des durées de conservation des archives publiques et le visa sur les éliminations.

Article 3 – Engagements des intervenants

Le présent contrat d'élimination concerne des typologies de données et documents nativement numériques variées qui pourront évoluer au fur et à mesure des vagues de dématérialisation. Les typologies concernées par le présent contrat sont listées en annexe. Cette liste annexée pourra évoluer par avenant au présent contrat.

Quand la durée de conservation des archives nativement numériques, listées en annexe, arrive à échéance, elles sont automatiquement détruites au moyen d'un script informatique ou de façon manuelle pour les documents qui leur sont associées.

Le directeur du service départemental des Archives du Var autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à détruire de façon automatique et/ou manuelle les données et documents listés en annexe. Le présent contrat d'élimination vaut validation d'élimination au titre du contrôle scientifique et technique sur les archives publiques. La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à fournir au directeur du service départemental des Archives du Var un certificat de destruction annuel sous la forme d'un tableau récapitulatif des scripts exécutés par typologies documentaires, indiquant la date et le poids des documents numériques supprimés.

Article 4 – Validation et mise à jour du contrat d'élimination

Le présent contrat d'élimination est conclu entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Préfet du Var pour une durée d'un an renouvelable tacitement.

Un avenant à ce contrat d'élimination devra être adopté pour chaque modification des modalités de destruction des documents ou en cas de tout changement organisationnel ayant un impact sur l'archivage des informations produites par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Toulon, le / / 2021, en trois exemplaires,

Hubert FALCO,
Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Pour le Préfet et par délégation,
Romain JOULIA,
Directeur du service départemental des
Archives du Var

ANNEXE

Thème	Fonction	Typologie documentaire	DUA
Assemblée délibérante	Contrôle de légalité	Bordereau d'envoi, accusé de réception	1 an
Ressources humaines	Avantages sociaux	Demandes des agents en matière de tickets restaurant	2 ans
		Bordereaux de commandes	2 ans
	Carrière	Demandes de congés ou de temps partiel	2 ans
	Santé	Convocations aux visites médicales	2 ans
	Élections des représentants du personnel	Listes électorales et listes d'émargement	2 mois
Patrimoine mobilier, immobilier et foncier	Parc automobile	Programme d'acquisition annuel des véhicules	1 an
		Planning d'utilisation des véhicules	2 ans
Informatique	Gestion administrative et financière	Demandes d'achats ou d'aliénation	1 an
		Fiches descriptives par type de matériel	validité
	Assistance aux utilisateurs	Fiches d'intervention	1 an
Domaine public	Gestion	Enregistrement	Validité selon arrêtés préfectoraux à la date de l'enregistrement
		Copie de permis de construire ou de lotir	1 an
		DICT (Déclaration d'intention	1 an

		de commencement de travaux)	
		DR (Demande de renseignements sur l'existence de l'implantation d'ouvrage souterrain, aérien et subaquatique)	1 an
Sport	Manifestations et activités sportives	Fiche d'inscription	1 an
		Planning des animateurs, formateurs.	1 an
Culture	Inscription au conservatoire.	Pièces justificatives annuelles d'inscription (hors pièces justificatives comptables)	1 an

